

PETITE-ILE, le 12 Noût 2000

Maire,

ge Hoareau



## ARRETE Nº25 (12022

## Modification de la circulation et du stationnement sur le chemin Dauphin, partie haute. Réfection de voirie

## Le Maire de la Commune de Petite-Île,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code pénal.

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'arrêté du 06 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 02 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle du 13 août 1977 sur la signalisation routière modifié par les textes subséquents,

Vu l'arrêté municipal n° 255/2018 du 12 octobre 2018 instituant les limites des agglomérations à l'intérieur de la Commune de Petite-Ile,

Vu la demande de l'entreprise GTOI datée du 09 août 2022, relative à des travaux de mise en enrobé sur le chemin Dauphin, partie haute comprise entre la rue Paul Demange (RD31) et la rue Karl Lavergne, Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers,

## ARRETE:

<u>Art. 1<sup>er</sup>. –</u> A compter du 16 août 2022 et ce, jusqu'à la fin des travaux, de 7h00 à 16h00, la circulation et le stationnement seront modifiés comme suit :

- Chemin Dauphin, partie comprise entre la rue Paul Demange (RD31) et la rue Karl Lavergne :
  - Route fermée à la circulation
  - Stationnement interdit

La déviation se fera par les voies suivantes :

- Rue Paul Demange (RD31); Chemin Estellien Sorres; Chemin Ariste Pothin
- Art. 2. Une signalisation réglementaire devra être mise en place par l'entreprise responsable des travaux.
- <u>Art. 3. -</u> Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de procès-verbaux de constatation et seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.
- <u>Art. 4. -</u> Messieurs le Directeur général des services, le Commandant de Brigade de gendarmerie, le Responsable de la Police municipale, Madame la Responsable des Services Techniques, l'entreprise GTOI sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Affiché le : Ad. Affiché le : Ad. Affiché le : Ad. Affiché le : Ad. Affiché la Commune, Publié sur le site Internet de la commune, Le Maire

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

 informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans le délai de 2 mois, à compter de sa publication et/ou de sa notification.

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)